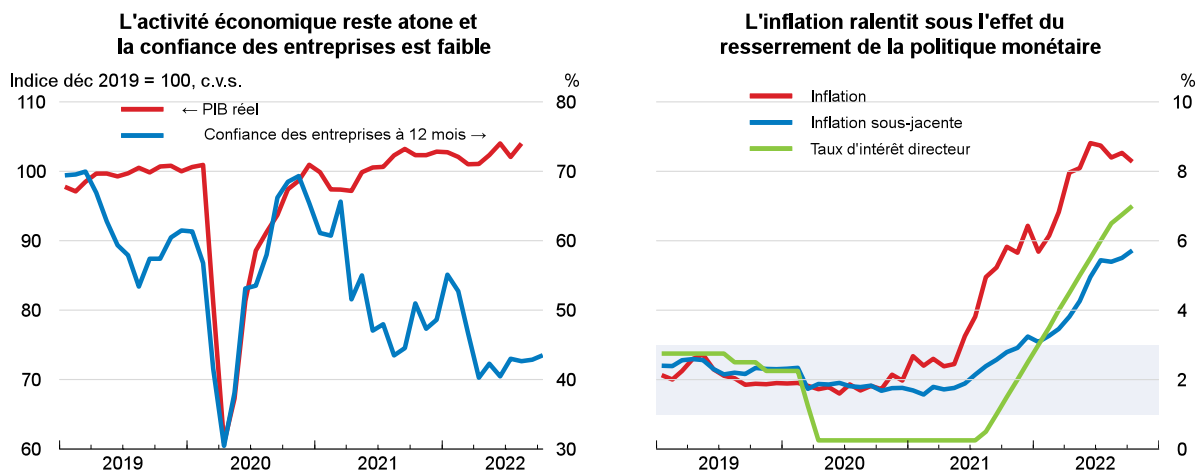


# Pérou

Selon les projections, le PIB devrait augmenter de 2.6 % en 2023 et de 2.9 % en 2024, à la faveur d'une augmentation de la production et des exportations minières et de la reprise du tourisme. Le niveau élevé de l'inflation et le durcissement des conditions financières pèseront sur la consommation des ménages. La grande incertitude politique, la faiblesse de la confiance des entreprises et l'exécution du budget structurellement lente à l'échelle régionale et locale continueront de freiner l'investissement. L'inflation, qui a commencé à reculer, convergera vers l'objectif de 2 % au cours de l'année 2024. L'activité informelle, qui dépasse les niveaux antérieurs à la pandémie, creusera les inégalités.

La banque centrale devrait conserver l'orientation restrictive de sa politique monétaire afin d'assurer un réancrage des anticipations d'inflation. La préservation de la viabilité des finances publiques dépendra de la poursuite de la trajectoire d'assainissement budgétaire prévue. Compte tenu de la faiblesse des créations d'emplois formels, de la grande pauvreté et des prix élevés des produits alimentaires et de l'énergie, un soutien budgétaire ciblé doit être apporté aux personnes les plus vulnérables. Une réforme fiscale visant à accroître les recettes publiques structurellement faibles permettrait de répondre aux besoins infrastructuraux et sociaux urgents, de renforcer la progressivité de la fiscalité et de rendre la croissance plus inclusive. Augmenter la production d'électricité à partir de ressources renouvelables contribuerait à réduire la dépendance à l'égard des combustibles fossiles, ainsi que leurs coûts.

## Pérou



Source : Banque centrale de réserve du Pérou (BCRP) ; et Institut national de la statistique et de l'informatique (INEI).

StatLink  <https://stat.link/r5hnsv>


## Pérou : Demande, production et prix

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
<b>Pérou</b>	Prix courants milliards de PEN	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2007)				
<b>PIB aux prix du marché</b>	761.6	-10.9	13.2	2.7	2.6	2.9
Consommation privée	493.6	-9.6	11.4	4.4	3.1	2.8
Consommation publique	100.7	8.4	6.4	-0.9	0.4	1.1
Formation brute de capital fixe	159.8	-16.7	35.3	2.1	1.3	1.7
Demande intérieure finale	754.1	-8.8	15.2	3.2	2.3	2.3
Variation des stocks <sup>1</sup>	- 1.2	-1.3	-0.3	-0.8	0.5	0.0
Demande intérieure totale	752.9	-10.1	15.4	2.4	2.8	2.3
Exportations de biens et services	183.1	-18.2	17.0	5.3	3.4	4.6
Importations de biens et services	174.4	-15.4	25.0	4.2	3.9	2.2
Exportations nettes <sup>1</sup>	8.7	-0.7	-2.3	0.2	-0.2	0.5
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	3.8	8.4	5.0	3.7	2.2
Indice des prix à la consommation	—	1.8	4.0	7.9	7.0	3.2
IPC sous-jacent <sup>2</sup>	—	1.9	2.2	4.7	5.6	3.1
Taux de chômage (% de la population active)	—	7.7	5.9	4.8	4.8	4.5
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	1.2	-2.4	-4.1	-3.5	-2.2

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors produits alimentaires et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 112.

StatLink  <https://stat.link/e61bn7>

## Les conflits sociaux dans les industries extractives et le niveau élevé de l'inflation pèsent sur la croissance

Après avoir dépassé les niveaux antérieurs à la pandémie en 2021, l'activité économique s'est essoufflée. Elle a augmenté de 3.5 % au premier semestre de 2022, à la faveur d'un redressement rapide de l'emploi, de mouvements de retrait des fonds de pension et de la croissance rapide du crédit, facteurs ayant contribué à la vigueur de la consommation des ménages. Entre juillet et septembre, l'activité économique n'a progressé que de 1.7 % en glissement annuel. La reprise dans les secteurs qui ont fortement tiré parti de l'assouplissement des restrictions liées au COVID-19 a commencé à s'effacer avant d'être réduite à néant par le tassement de l'activité dans les industries extractives et l'agriculture. Le ralentissement de la production minière découle pour l'essentiel de perturbations en lien avec des manifestations dans des mines de cuivre. L'incertitude politique a entamé la confiance des entreprises, et la production manufacturière s'est repliée ces trois derniers mois. Le fléchissement des exportations, ainsi que le renchérissement du pétrole et l'alourdissement de la facture d'importation qui en découle, provoquent un creusement du déficit des paiements courants. L'emploi s'est redressé et a dépassé les niveaux observés avant la pandémie, mais l'activité informelle a augmenté, pour atteindre 70 % de la population active.

L'inflation globale annuelle mesurée par la hausse des prix à la consommation a culminé à 8.8 % en juin ; elle est à présent orientée à la baisse, mais demeure élevée. L'inflation sous-jacente a atteint 5.7 % en octobre. La cause première du niveau élevé de l'inflation est le renchérissement des produits alimentaires et de l'énergie. En outre, la monnaie s'est dépréciée sur fond d'incertitudes politiques dans le pays et à l'échelle mondiale, ce qui a porté les anticipations d'inflation à un an à 4.8 % en octobre, soit au-dessus de la fourchette de 1-3 % retenue par la banque centrale comme objectif d'inflation. La croissance des salaires a été contenue, et les salaires réels ont diminué en août de 1.3 % en glissement annuel.

## L'orientation des politiques monétaire et budgétaire demeurera restrictive

Afin de protéger les ménages de la forte inflation, le gouvernement a pris des mesures d'urgence : il a notamment renoncé à la plupart des taxes sur l'essence, a distribué des chèques aux personnes pauvres pour qu'elles puissent acheter du gaz de cuisine et des produits alimentaires, et a augmenté les transferts monétaires en faveur des ménages vulnérables et des personnes âgées. Il a aussi revalorisé le salaire minimum de 10 % et autorisé un sixième retrait exceptionnel des fonds de pension depuis le début de la pandémie. Le gouvernement s'est engagé, à juste titre, à suivre une trajectoire d'assainissement budgétaire ambitieuse pour garantir la viabilité des finances publiques et préserver la crédibilité du cadre budgétaire. En 2022, le déficit budgétaire s'établira à 2 % du PIB, soit nettement en dessous du plafond de 3.7 % prévu par la règle budgétaire. Un retour bienvenu aux règles budgétaires antérieures à la pandémie devrait contribuer à ramener la dette publique de 36 % du PIB en 2021 à moins de 30 % du PIB d'ici à 2032 et le déficit budgétaire entre 0 et 1 % du PIB d'ici à 2026. La faiblesse des créations d'emplois formels et les taux de pauvreté élevés indiquent qu'il faut apporter un soutien budgétaire ciblé. Sur fond d'atténuation des tensions inflationnistes, la banque centrale mettra bientôt fin au cycle de resserrement de la politique monétaire et laissera les taux d'intérêt directeurs inchangés jusqu'à la mi-2024 pour assurer le réancrage des anticipations d'inflation.

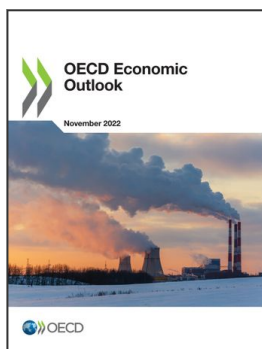
## La croissance économique restera faible dans un environnement incertain

La consommation des ménages sera étayée par les liquidités provenant des retraits des fonds de pension et par les créations d'emplois, mais sera ralentie par la persistance d'une inflation élevée, la faiblesse de la confiance des ménages et un important resserrement monétaire. Les récentes mesures de soutien financier aux PME, les exonérations fiscales nouvelles et prolongées et les mesures destinées à favoriser les partenariats public-privé soutiendront l'investissement privé, mais ne compenseront qu'en partie l'effet de l'incertitude politique et des taux d'intérêt élevés sur la confiance des entreprises et l'investissement. L'investissement public sera atone, en raison d'une exécution du budget structurellement faible à l'échelle locale et régionale. La croissance du PIB redémarrera en 2024, dans le contexte d'un assouplissement des conditions monétaires et d'un redressement de la croissance mondiale. L'inflation devrait converger peu à peu vers l'objectif de 2 % d'ici au second semestre de 2024. Les principaux risques de divergence à la baisse par rapport aux projections ont notamment trait à une accentuation de l'incertitude politique dans le pays, à un resserrement de la politique monétaire plus prononcé que prévu dans les pays avancés et aux conflits sociaux liés aux pénuries d'engrais et aux prix des produits alimentaires et de l'énergie. Une évolution de la croissance à la hausse ou à la baisse en Chine, principal partenaire commercial du Pérou, pourrait avoir une incidence sur les prix des matières premières et la demande d'exportations.

## Des réformes s'imposent pour relancer la croissance et réduire les inégalités

L'accroissement de la productivité et de l'investissement dépendra d'une intensification de la concurrence, d'une amélioration de la qualité des infrastructures publiques et d'une augmentation des moyens de l'État. Un récent programme de relance a pour ambition de dynamiser l'investissement, mais sa mise en œuvre restera difficile. Des investissements accrus dans les énergies renouvelables pourraient permettre de diversifier l'économie et de rehausser la productivité, tout en réduisant la dépendance à l'égard des combustibles fossiles, ainsi que leurs coûts. À moyen terme, l'instauration d'une taxe sur le carbone et la suppression progressive des subventions aux énergies fossiles pourraient appuyer ces efforts et permettre de dégager des marges de manœuvre budgétaires pour venir en aide aux plus vulnérables. Afin de garantir un financement suffisant des dépenses sociales et infrastructurelles, il faudra améliorer l'efficacité des dépenses et accroître les recettes fiscales. Une réduction de la fraude et des dépenses fiscales et un renforcement de la progressivité du système seront indispensables pour assurer une croissance inclusive.

Un élargissement de la couverture de protection sociale, une hausse des prestations des programmes d'aide sociale et une diminution des prélèvements sur les faibles revenus d'activité endigueraient l'activité informelle. Une amélioration de la qualité de l'enseignement public et de la formation professionnelle stimulerait en outre la productivité et réduirait le poids de l'économie informelle ainsi que les inégalités.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 2**

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/f6da2159-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2022), « Pérou », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9002d6f9-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :  
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.